

Le 7 mai, votez Macron

Le 7 mai, pour le second tour de la Présidentielle, les socialistes votent et appellent à voter pour Emmanuel Macron. C'est la conclusion unanime du conseil fédéral qui s'est tenu le 26 avril, à Brest.

Ce premier conseil fédéral, après l'annonce des résultats du premier tour de la Présidentielle, était empreint de gravité et de responsabilité.



Conseil fédéral du 26 avril

Après « une des campagnes présidentielle les plus difficiles à mener », le Premier secrétaire fédéral, Marc Coatanéa, a dressé un tableau du paysage politique à l'issue du premier tour. Il a chaleureusement remercié les militants qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour mener campagne et défendre, dans tout le département, le projet présidentiel de Benoît Hamon.

« C'est un chaos pour les partis de gouvernement qui ne rassemblent même pas 25% des suffrages ». Marine Le Pen arrive en tête dans près d'un département sur deux.

« L'enjeu qui est devant nous est de battre l'Extrême-droite, le plus largement possible, en votant pour Emmanuel Macron, comme l'unaniment demandé le bureau national du Parti Socialiste. »

Comme en 2002, le FN est présent au second tour de la Présidentielle. Mais il existe de grandes différences entre 2002 et 2017. Il y a quinze ans, Jean-Marie Le Pen s'était qualifié par hasard, alors qu'aujourd'hui, cela fait plusieurs mois que les Français savaient que la présidente du FN pouvait être présente au second tour.

La responsabilité du Parti Socialiste

est importante. Car on voit bien, à droite des voix dissonantes qui, sans appeler à voter pour Marine Le Pen, laissent entendre que l'abstention ou le vote blanc pourraient être acceptables. Sans parler de « l'erreur historique » de Jean-Luc Mélenchon qui aurait dû prendre très rapidement ses responsabilités, à l'image de Benoît Hamon.

La question en débat le 26 avril portait bien plus sur l'ampleur de la mobilisation des socialistes, entre les deux tours, que sur le message à faire passer. En effet, de manière unanime, les socialistes voteront en faveur d'Emmanuel Macron, le 7 mai. Aucune voix contraire ne s'est fait entendre. Mais si certains souhaitent une campagne positive, y compris sur une partie du projet du candidat Emmanuel Macron, pour d'autres il paraît difficile de demander aux militants de coller des affiches de En marche !.

Même si l'essentiel aujourd'hui est de tout faire pour empêcher l'élection de la fille de Jean-Marie Le Pen, la question des Législatives des 11 et 18 juin prochains a également été abordée à l'occasion de ce conseil fédéral. Car il apparaît aux yeux des socialistes du Finistère, que le groupe parlementaire doit être le plus important possible de manière à pouvoir peser dans la prochaine législature.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 4/5/2017



PRESSE
URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Pour la République !

La « dédramatisation » du Front National n'est qu'une opération de communication. Elle consiste à cacher les éléments les plus radicaux. Pas à les supprimer. Chacun au FN connaît les règles du jeu : malheur à celui ou celle qui est surpris.e à tenir des propos racistes ou révisionnistes et qui n'est pas capable de gérer les paramètres de confidentialité de ses comptes sur les réseaux sociaux. Mais tant que les commentaires racistes, antisémites, homophobes restent dans la sphère privée, le militant ou le candidat n'a aucun souci à se faire.

Le Front National est un parti intrinsèquement anti-républicain qui ne prospère que sur le malheur des gens qu'il prétend défendre.

Le vote de dimanche sera donc un vote pour la République.

PS29

Chiffre de la semaine

-50%

C'est l'objectif, à l'horizon 2025, du deuxième pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire, signé par Stéphane Le Foll, le 24 avril.

Les grosses ficelles du FN

À quoi servent les élu.es du Front National ? Dans le Finistère, aucun élu du parti d'Extrême-droite ne siège dans un conseil municipal. Mais à la Région, le groupe FN, mené par Gilles Pennelle compte douze élu.es.



Victime de la haine sur les réseaux sociaux

Opposition systématique et mauvaise foi sont les deux expressions qui caractérisent le mieux « l'apport » de ce groupe au Conseil régional de Bretagne.

La tactique est maintenant bien rodée : pour se victimiser quoi de mieux, pour les élus FN, que de faire croire qu'ils sont les seuls à défendre les Bretons contre l'« UMPS » ? Donc les élus FN proposent des vœux qui ne sont pas votés. Sauf que... soit les sujets abordés ne relèvent pas des compétences de la Région, soit les demandes sont illégales et ont toutes les chances d'être invalidées.

La mauvaise foi consiste aussi à évoquer « la préférence étrangère » lorsque des dispositifs sont mis en place

pour faciliter l'accès aux services publics et que les réfugiés peuvent y avoir accès. Dans la rhétorique des élus FN, tout ce qui n'est pas strictement interdit aux étrangers est considéré comme de la « préférence étrangère ».

Le FN est aussi passé maître dans l'art de susciter les peurs. Il le fit en particulier lorsque des réfugiés ont été annoncés dans des centres d'hébergement dans la région. Alors que la plupart de ces centres sont désormais fermés et que tout s'est bien passé, n'attendez pas des élus frontistes le moindre mea culpa. Ils ont organisé leurs manifestations, fait signer leurs pétitions et ainsi récupéré des contacts.

« Le FN est passé maître dans l'art de susciter les peurs. »

En outre, les élu.es FN sont littéralement obsédés par tout ce qui touche à l'égalité femmes/hommes. Ils ne supportent pas que la Région puisse financer des programmes permettant à des filles d'accéder à des professions très masculines ou vice-versa. Dans leur publication, ils illustrent ces politiques avec une photo de mineurs, en noir et blanc, pour faire croire que la Région veut obliger les femmes à descendre à la mine.

L'élue FN est toujours prête à lancer une polémique, de préférence sur des sujets totalement anecdotiques. La conseillère régionale Forough Salami Dadkhah en a fait les frais lorsqu'elle a écrit en Iranien sur son compte Twitter. La vice-présidente de la Région, en

charge de l'International, avait en effet « osé » transcrire son nom et sa fonction en Persan. « Il s'agissait d'un petit clin d'œil, seulement un rappel bien anodin de qui je suis et d'où je viens », avait-elle expliqué. « La démarche a suscité des commentaires d'une rare agressivité et d'une stupidité dont j'étais loin de me douter ! »



Manifestation tendue contre les migrants

Mais, s'il n'est d'aucune utilité pour les Bretonnes et les Bretons, le groupe des élu.es FN est très utile pour le Front National. Il suffit pour s'en rendre compte de compter le nombre de conseillers régionaux d'Extrême droite candidat.es aux Législatives. Le parti ne cesse de dénoncer « les professionnels de la politique » et les « élus cumulards ». Et pourtant neuf conseillers régionaux FN sur douze sont candidats aux Législatives en Bretagne. Sans compter les collaborateurs du groupe qui se présentent également, en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère. De là à penser que le Conseil régional n'est pour le FN qu'un tremplin vers d'autres scrutins, il n'y a qu'un pas...

Quand le FN entend le mot Culture...



Les dictateurs s'attaquent toujours, en priorité aux artistes et aux créateurs, à ceux qui portent la parole.

Jean-Michel Le Boulanger, vice-président de la Région, en charge de la Culture, a été obligé, devant les discours prononcés par les élu.es du FN, de faire une mise au point argumentée sur les enjeux de la politique culturelle en Bretagne. D'abord, la création artistique est libre. Ça peut paraître étrange d'énoncer ce principe

qui peut être considéré comme un lieu commun, mais dans une assemblée qui compte des élu.es FN, ce discours n'est absolument pas anodin. Il s'agit pourtant d'un des principes de la République mais, au fil du temps, on constate la montée de mouvements qui veulent interdire des œuvres sous prétexte « qu'elles ne leur plaisent pas ». Des cinémas, comme des médiathèques sont les cibles

d'attaques. Des militants du FN, à Rennes, ont manifesté contre le film « Chez nous » qui a pour toile de fonds les manœuvres du parti pour manipuler une jeune infirmière candidate aux Municipales dans une ville du Nord de la France.

« Nous devons également rester très fermes sur l'égalité de toutes les formes de cultures », a insisté le vice-président de la Région. « C'est un des grands combats culturels de la Bretagne car il n'y a pas de culture d'en haut et de culture d'en bas. »

Enfin, il n'y a pas de grand projet sans une ambition culturelle, sans un projet émancipateur qui s'appuie sur le vivre ensemble. « Que serait la Bretagne sans ses milliers de bénévoles ? »

Jean-Michel Le Boulanger a développé ce plaidoyer pour la culture et la tolérance dans *Manifeste pour une France de la diversité* (éditions Dialogues) co-écrit avec Edwy Plenel.

Le 7 mai, ne transigeons pas !

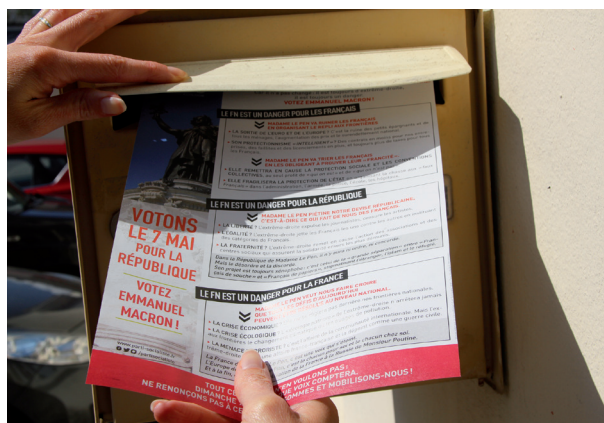
Entre les deux tours de la Présidentielle, le Parti Socialiste a diffusé, à quatre millions d'exemplaires, un tract pour appeler à faire barrage au Front National en votant Emmanuel Macron.

Alors que la critique de Marine Le Pen se limite souvent à des considérations plus ou moins morales sur sa filiation, ce document argumenté et pédagogique explique en quoi une victoire de Marine Le Pen serait un danger pour les Français, pour la République et pour la France.

Le «*protectionnisme intelligent*», défendu par le FN reste, malgré tout du protectionnisme. On peut y accoler n'importe quel adjectif, il reste dangereux pour l'économie française. D'abord, parce que la question des droits de douane relève de la compétence de l'Union européenne et que toute modification de traité doit être adoptée à l'unanimité des pays membres. Par ailleurs, au sein de l'UE, la

discrimination entre États-membres n'est pas possible qu'il s'agisse de barrières douanières, de barrières non tarifaires ou d'impositions fiscales protectionnistes.

En outre, cela se traduirait immédiatement par une réduction du pouvoir d'achat. Ériger des barrières douanières au nom de la protection de notre économie aurait un surcoût annuel par foyer compris entre 1 270 et 3 620 euros, selon l'économiste Emmanuel Combe.



Un tract pédagogique contre le projet du FN

Ce repli économique provoquera du chômage. En citant en exemple la politique protectionniste menée aux États-Unis par Donald Trump, Marine Le Pen oublie de préciser que les emplois sauvés dans une industrie sont détruits ailleurs. Les mesures protectionnistes américaines pour limiter l'importation d'acier ont sauvé 3 500 emplois chez les producteurs et détruit entre 12 000 et 40 000 emplois chez les entreprises utilisatrices d'acier.

Enfin, il est illusoire de penser que nos partenaires commerciaux ne réagiront pas à une politique de retour des barrières protectionnistes. La mondialisation n'est pas un jeu à somme positive. Si la France impose des barrières douanières, nos partenaires commerciaux le feront également contre nous dans nos exportations. Ce qui touchera, à l'évidence, de plein fouet les entreprises exportatrices, en particulier les PME. Or les exportations pèsent pour 30% de notre PIB.

En bref

Conseil de l'Europe



Maryvonne Blondin, a participé, avec la délégation française à la session d'avril 2017 du Conseil de l'Europe pour défendre la Démocratie, l'État de droit et les droits de l'Homme.

À cette occasion, la sénatrice du Finistère a interpellé le commissaire des droits de l'homme sur les agressions dramatiques envers les personnes LGBTs en Tchétchénie.

Maryvonne Blondin est également intervenue pour défendre les femmes réfugiées, victimes de violences.

La commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'APCE a adopté une déclaration relative aux menaces qui pèsent actuellement sur les droits des

femmes en Europe. Elle y exprime sa profonde inquiétude devant la tendance croissante, dans les pays européens et ailleurs dans le monde, à remettre en question les progrès réalisés ces dernières décennies en matière de droits des femmes.

Le Pen contre la pêche



Lorsque Marine Le Pen va à la rencontre des pêcheurs, elle le fait en Méditerranée. Sur son blog, François Marc a souligné les graves conséquences du Brexit sur la pêche française.

«*Le sujet est si important que le Sénat avait jugé opportun de réunir le 4 avril en urgence (hors session) un groupe d'audition du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins*

(CNPMM). Deux chiffres essentiels avaient été à cet égard rapportés : la pêche française dépend à 24% des zones de pêche britanniques. Et, en cas de Brexit, les revenus de la flottille européenne pourraient chuter de 50%.»

Pour le sénateur du Finistère, les thèses de Madame Le Pen en faveur du Brexit et d'un repli national généralisé en Europe vont exactement à l'inverse des intérêts de la pêche française aujourd'hui! En voulant réduire à néant la réglementation européenne sur ce sujet comme sur d'autres, Madame Le Pen apparaît implicitement favorable à une réduction dramatique de nos zones de pêche.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Louis Jézéquel, adhérent de longue date à la section de Brest Lambé-Bellevue-Europe.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Résultats de la Présidentielle

Les résultats du second tour de la Présidentielle dans le Finistère seront mis en ligne, dès 20h00 sur le site de la Fédération www.ps29.bzh

7 mai

8h00 à 19h00 :

Deuxième tour de
l'élection présidentielle.

Le Front du mépris

Bérenger Boureille

À la faveur d'une élection municipale où la gauche se divise, un candidat du FN, à la tête d'une liste peu crédible, peut devenir maire dans une commune frappée par la désindustrialisation. Voilà la toile de fond du livre *Le Front du mépris* (Stock), que vient de publier Bérenger Boureille.

Cap Finistère : Qui est Cyril Nauth ?

Bérenger Boureille : Cyril Nauth, maire de Mantes-la-Ville, n'a pas de passé, pas d'histoire. Il est l'archétype, au Front National, du militant de la dédramatisation puisqu'il adhère en 2011, au moment où Marine Le Pen prend la tête du parti. C'est, en résumé, un pur produit du « marinisme ». Il appartient à la promotion Bernanos de l'université d'été du FN de 2011 dans laquelle il a côtoyé des militants proches de la mouvance identitaire. Sous une apparence très lisse, se cache un militant d'Extrême-droite redoutable.

Cap Finistère : Comment est-il devenu maire de Mantes-la-Ville ?

Bérenger Boureille : Il a été élu à la faveur d'une quadrangulaire qui a vu s'opposer deux listes de gauche, conduites par les deux anciennes maires socialistes de la ville, une liste de droite et une liste FN.

Voilà pour le contexte électoral de 2014. Mais, comme je le démontre dans mon livre, ce n'est pas un hasard si le Front National est arrivé au pouvoir à Mantes-la-Ville, qui est un précipité de mouvements économiques sociaux et politiques à l'œuvre depuis les années 80 voire 70. En effet, ce bassin d'emploi a été durement frappé par la désindustrialisation et les suppressions d'emplois dans les usines automobiles de Flins ou de Poissy. Très animée il y a encore quelques années, la vie associative de la commune a en partie perdu ses points d'ancrage.

La ville aurait pu jouer un rôle central grâce au rail et à l'autoroute A13, mais si l'un et l'autre passent bien par Mantes-la-Ville, sa desserte n'est plus une priorité depuis longtemps.

Enfin, il faut aussi tenir compte de la manière dont on a divisé la classe ouvrière en faisant des salariés d'origine immigrée

un groupe à part entière, différent des autres. Je rappelle la manière dont la gauche au pouvoir, et en particulier le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, au début du premier septennat de François Mitterrand, ont tenté d'accréditer l'idée que les OS de Poissy, parce qu'ils étaient immigrés défendaient des revendications religieuses.



Cap Finistère : Qui sont ses électeurs ?

Bérenger Boureille : Des ouvriers ou des retraités qui ont pu vivre confortablement mais qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader. Il n'y a pas d'études précises sur Mantes-la-Ville. En revanche, pour les élu.es, on peut constater que l'équipe municipale n'est pas du tout à la hauteur puisqu'à plusieurs reprises, des conseils municipaux ont été annulés, faute de quorum.

Cap Finistère : Comment vit-on dans une ville dirigée par un maire FN ?

Bérenger Boureille : Cyril Nauth, comme tous les autres maires FN de France, applique les consignes que lui donne le siège de son parti. Sa feuille de route est claire : parler de sécurité et faire croire que le FN sait gérer efficacement une commune en réduisant les impôts. Pour ce qui est de la sécurité, à Mantes, on est plutôt dans le domaine de l'incantation que de l'action. En ce qui concerne la gestion des finances municipales, on est en plein dans l'application idéologique d'un programme de baisse des dépenses de la commune. Ce qui est frappant avec le FN, c'est qu'ils appliquent la même politique dans toutes les communes qu'ils administrent sans regarder les spécificités locales. Or, s'il est vrai qu'un certain nombre de villes, en particulier dans le sud de la France, devaient être désendettées, il n'en est rien ici, au contraire. Mantes a besoin d'investissements. Notamment, parce que de nombreux logements viennent d'être livrés. Mais tout semble fait pour bloquer le développement de la ville, notamment en retardant ou en sous-dimensionnant les équipements, comme les écoles qui doivent absolument accompagner l'augmentation de la population.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1186 - Vendredi 5 mai 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste



**VOTONS LE 7 MAI
POUR LA RÉPUBLIQUE**

VOTEZ EMMANUEL MACRON!

